

MANUEL CASTELLS
La galaxie Internet¹
Synthèse

Jean-Marc Galand

Chercheur

CITA – Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix, Namur

jmg@info.fundp.ac.be

Après la trilogie de « l'ère de l'information », Manuel Castells, sociologue à Berkeley, revient en 2001 avec « La galaxie Internet », et dédie ainsi un ouvrage à ce qu'il appelle « la société Internet ». C'est la révolution Internet, complexe dans ses fondements, ses composantes et ses applications, qu'il se propose d'analyser ici, dans son ensemble, c'est-à-dire, dans sa genèse et ses conséquences. A la base de cette démarche, Castells pose le constat que l'arrivée d'Internet et sa généralisation a des effets importants sur tous les domaines de l'activité humaine, comme d'autres révolutions techniques en ont eu avant celle-ci.

Dans ce qui peut passer pour un manifeste, à la fin de l'ouvrage, Castells énumère ce qu'il considère comme les prochains défis à relever en regard de la « société de l'information » : la liberté, l'exclusion, l'éducation, les relations de travail et enfin la définition d'un cadre réglementaire opportun, régenté par les Etats démocratiques.

Si on ne peut qu'acquiescer devant la pertinence de ce diagnostic, et féliciter Castells pour sa capacité à livrer une réflexion documentée couvrant un tel panel de domaines (ce qui fait de lui un théoricien incontournable en la matière), on peut toutefois rester à quelques égards sceptique devant un ouvrage qui s'apparente plus à un plaidoyer idéologique – certes appuyé de raisonnements brillants – qu'à un texte critique et scientifique.

Le point de vue adopté par l'auteur est clairement américano-centré, ce qui n'est pas outre mesure gênant, si ce n'est dans le fait que, en filigrane, le modèle de développement suivi par les Etats-Unis n'est aucunement remis en question, et, bien au contraire, est porté au statut de modèle à suivre. Cela peut prêter à la critique franche, et donner parfois l'envie de réduire un propos pourtant généralement nuancé à une publicité pour l'industrie informatique américaine... Ainsi, l'origine de la crise majeure des valeurs Internet, apparue en 2000, qui a conduit à une crise boursière toujours pas endiguée, est réduite à la combinaison d'une erreur grossière d'appréciation de la part de certaines personnes autorisées et d'une dérive du système de valorisation des entreprises ! Pourtant, ce système boursier globalisé peut apparaître à bien des égards comme la quintessence, une forme d'aboutissement, de l'économie en réseau telle que la prône Manuel Castells par ailleurs...

De même, la question de l'impact de la société de l'information sur le développement des pays pauvres reçoit une réponse par trop manichéenne, où une causalité linéaire, mécanique, est suggérée entre présence des technologies de l'information, et sortie de crise, selon un modèle vraisemblablement excessivement « occidentaliste ».

Histoire d'Internet

Tout d'abord, Castells nous propose sa vision de l'histoire de la création d'Internet, à travers la relation des apports des différents acteurs individuels et collectifs à la construction de ce vaste ensemble, rapportant les motivations et les enjeux qui ont guidé les pas de chacun. Il insiste clairement sur une des particularités qui ont permis à Internet d'émerger comme un tout, une réalité globale, compréhensible, utile, et en a fait le succès : ce sont ses

¹ Trad. de l'anglais (Etats-Unis) par CHEMLA P., Paris, Fayard, 2001, 370 pp.

utilisateurs qui, par les usages qu'ils inventent, privilégient, et pour lesquels ils conçoivent des applications, et surtout les apports techniques de ces utilisateurs à la construction de l'ensemble, qui ont façonné et continuent de façonner Internet.

C'est aussi – et les deux aspects sont liés – le caractère ouvert de l'architecture du Net qui a permis ce succès. Cette logique, défendue et imposée par les tenants d'un modèle alternatif de développement informatique, se trouve à la base de l'open-source logiciel, porté notamment par le système UNIX et ses nombreux dérivés et suites.

Dans un premier temps – avant 1970 –, l'idée d'aboutir à un tel résultat qu'est ce réseau global tel que nous le connaissons aujourd'hui, n'existait pas. C'est, estime Castells, la rencontre fortuite, presque improbable, de trois mondes bien différents, porteurs de projets distincts, qui y a mené : la science dite des grands projets et gros budgets, la recherche militaire, et la culture libertaire. Les universités et think-tanks américains ont servi de relais entre ces mondes. L'aboutissement d'ARPANET, en 1970, a marqué la naissance d'une vraie volonté délibérée, notamment chez Robert Kahn et Vinton Cerf, de construire ce qui allait devenir Internet, au travers d'une architecture et de protocoles ouverts.

Internet n'aurait pas pu naître sans la réunion de conditions essentielles : l'existence de budgets de recherche importants (notamment militaires, dans le contexte de la guerre froide), l'esprit résolument positif des chercheurs impliqués, et la latitude accordée à la recherche universitaire ; trop tirailé par l'exigence de rentabilité rapide des investissements, trop préoccupé par la protection de la propriété intellectuelle, le secteur privé n'aurait pas pu « accoucher » d'un tel projet.

Les cultures d'Internet

Castells décrit longuement l'alchimie qui s'est opérée entre quatre sous-cultures pour aboutir à la philosophie générale de la « construction » Internet : celle de l'élite technicienne, celle des hackers, celle portée par les premières communautés virtuelles, et enfin celle des entrepreneurs.

Sans détailler ce qui fait la spécificité de chacune de ces influences, revenons sur l'articulation qui, selon Castells, les relie fermement l'une à l'autre. Ainsi, la culture de l'effort et du mérite technologique, issue de l'université, a été à la base d'Internet. La culture « hacker » a réussi à étendre la communauté des initiés ainsi créée, tout en lui donnant une spécificité et une indépendance réelles. C'est ensuite que des réseaux de tous horizons ont commencé à utiliser les possibilités qui s'ouvraient en matière de communication et information, pour créer des communautés, qui se sont inscrites dans la philosophie portée par les deux premières sous-cultures. Enfin, l'esprit entrepreneurial a permis à Internet de sortir de ce confinement aux initiés et de conquérir le monde...

L'économie en réseau

Castells, qui a déjà largement développé cette théorie par ailleurs², revient ici pour soutenir l'idée que l'utilisation intensive d'Internet comme support de communication et d'organisation par les entreprises les fait entrer dans cette nouvelle économie. Les effets de ce changement sur l'entreprise résident d'abord dans une organisation interne moins centralisée et hiérarchisée, plus « orientée projets ». Et Castells d'étayer son propos par l'analyse du modèle porté par Cisco (un fort assouplissement de son organisation, qui la place en prise plus directe avec les fournisseurs comme les clients ; une politique intense d'acquisitions, lui permettant de continuer à disposer de concepts et idées « frais »).

En fait, estime Castells, l'apport d'Internet peut se résumer ainsi : faciliter la flexibilité et la personnalisation, permettre l'interactivité et les variations d'échelle (mobilisations différenciées en fonction de l'ampleur du projet), et enfin assurer la reconnaissance de la marque.

² V. CASTELLS, L'ère de l'information. Vol.1 : La société en réseaux, Fayard, 1998 (1ère édition).

L'élément « perturbateur », qui complique l'analyse, vient du fait qu'Internet a également une influence considérable sur les marchés financiers – il modifie leur comportement, mais aussi, in fine, les règles qui y ont cours. Or, ce sont, aujourd'hui, ces marchés qui décident en dernier ressort de la valeur et du crédit qui seront accordés à l'entreprise. Et ce, alors que le point de départ de tout projet d'entreprise, désormais, doit passer par un appel plus ou moins large au capital financier...

La valeur « intrinsèque » de l'entreprise, ou du projet, finit toujours par être prise en compte, mais à un moment imprévisible, parfois trop tard...Or, la mesure d'évaluation adoptée par les marchés financiers repose avant tout sur la hausse du cours de l'action. Et cette hausse dépend elle-même de facteurs d'abord immatériels comme le secteur d'activités, l'image, ou le crédit accordé aux dirigeants ; en effet, ces facteurs ont eu tendance ces dernières années à prendre le pas sur d'autres, tels les profits attendus ou la santé financière.

Cela, estime Castells, a fait le succès des entreprises de la « nouvelle économie », mais également leur perte commune depuis mars 2000, le tout avec trop peu de discernement quant aux capacités individuelles de chacune ; la confiance s'est brisée, et par là, le flux continu d'investissement nécessaire à la survie première de cette économie émergente.

Et l'auteur de s'en prendre – de façon quelque peu caricaturale – à certaines personnes autorisées dans le milieu qui, de mauvaise foi, n'auraient pas accordé suffisamment leur confiance à la nouvelle économie, et ainsi, auraient directement contribué à sa chute !

Castells identifie dans l'innovation, la capacité à innover, le moteur – avec l'investissement, et donc la bourse – de la nouvelle économie. L'innovation en est aussi sa résultante : c'est le fameux principe de l'open-source, à la base du réseau, qui aboutit à la forme particulière, mais par là très développée et puissante, de cette innovation qui a cours dans cette nouvelle économie.

Castells intervient enfin pour proposer son modèle quant aux qualités que doit développer la « main d'œuvre » pour s'associer à la révolution de l'Internet, et distingue, en des termes peu humains, main d'œuvre autoprogrammable – entendons : capable de se remettre en cause, d'apprendre à apprendre – et main d'œuvre générique ; la survivance de cette dernière catégorie n'étant tributaire que d'une machinisation inachevée.

Les communautés virtuelles

L'analyse de Castells vise en premier lieu à estimer l'impact d'Internet sur la sociabilité et le lien social. Selon l'auteur, le débat renforcement/distension a été bâclé et mené trop vite, en l'absence de données fiables sur un terme raisonnable, que nous commençons seulement à posséder.

Le côté militant, libertaire, présent sur l'Internet des débuts semble s'être effondré avec sa popularisation, et aujourd'hui, les conséquences sur la structuration de la vie quotidienne de chacun, semblent minimes.

L'imaginaire commun veut qu'Internet soit le lieu d'expression de fantasmes particuliers, de choses infaisables ou inavouables dans la « vie réelle ». Or, les études semblent montrer qu'Internet joue seulement un rôle d'extension de la vie réelle. D'ailleurs, contrairement à ce que le sens commun affirme souvent, Castells estime que les utilisateurs assidus d'Internet ne s'y renferment pas. Au contraire, ils semblent avoir un réseau de relations plus étendu, une vie sociale plus intense, et sont en moyenne plus fortement engagés (politiquement, par exemple). Il n'y a pas de miracle : les utilisateurs d'Internet ont aussi un plus haut niveau d'éducation et de vie... Mais une fois ces variables mises à part, leur profil social est en fait, globalement, semblable à celui du reste de la population, et les cas de dépendance à Internet, pourtant très médiatisés, sont rares.

Quelle incidence ont les communautés virtuelles sur le lien social ? Dans le prolongement d'un questionnement proposé par la sociologie urbaine³, Castells se demande s'il n'y a pas, au travers des communautés sur Internet, un nouveau renforcement des « liens choisis » au détriment des « liens imposés » (par l'appartenance à une communauté définie par le territoire).

Castells propose une distinction intéressante, entre « communauté » et « réseau », pour signifier que la base, le principal composant des relations sociales, est en train de changer fondamentalement : aujourd'hui, le lien social ne se tisse plus majoritairement autour d'un partage de valeurs et d'une certaine organisation sociale, mais autour de choix et stratégies propres aux individus et aux groupes ; plus spécifiquement, il semble que la sociabilité se « privatise », se concentre principalement autour du réseau égocentré que chaque personne se modèle. Au total, ce sont donc des liens plus faibles, mais plus nombreux, qui composent nos relations sociales.

Internet offre un soutien à ces liens « faibles » personnels, et favorise la création de nouveaux liens de cette teneur, via les nombreuses communautés d'intérêt qu'on peut y trouver ou y créer ; communautés peu stables, rejointes et quittées en fonction des seules affinités. Castells craint, si ce mouvement se généralise, une société qui serait fragilisée, comprenant peu d'engagement civil ou politique, « cyberbalkanisée ».

Internet et la politique

Les mouvements sociaux

Internet devient indispensable aux mouvements sociaux, comme outil de communication et comme plate-forme d'organisation, pour trois raisons, estime Castells :

- le caractère désormais essentiellement culturel des revendications portées par les mouvements sociaux, qui met en avant la nécessité d'agir par la communication. Castells reviendra d'ailleurs sur l'importance, à ses yeux, de la maîtrise de la communication en cette période de pression et d'intense flux informationnel.
- Le changement profond dans les modes de mobilisation : les structures permanentes, hiérarchisées, ont perdu de leur attrait face aux mouvements plus souples, plus spontanés, moins durables, organisés autour de revendications et de causes précises.
- La nécessité d'une réponse globale face à la mondialisation des problèmes et des décisions politiques et économiques.

Les villes virtuelles

Castells synthétise une série d'analyses, déjà largement connue par ailleurs, du cas de la « cité numérique » d'Amsterdam (DDS). La question qui clôt cette présentation – qui a montré que les seules activités rentables de DDS avaient encore cours, sous forme de société privée – est de savoir si les réseaux citoyens, issus des débuts idéalistes du réseau, vont survivre. Et Castells d'évoquer la piste de la création, qui débute, d'un réseau mondial des réseaux citoyens, à titre d'espoir.

La politique

Les Etats ont, jusqu'à présent, considéré Internet principalement comme un média d'information. De même pour les partis, qui préfèrent d'autres modes de communication « one-to-many » jugés plus efficaces. Il est vrai que la communication bidirectionnelle n'intéresse pas grand monde ; comme le souligne Castells, Internet ne sera pas une solution miracle à la crise de la démocratie...Castells entrevoit néanmoins dans l'usage « horizontal » d'Internet, par les militants, les journalistes, etc., la naissance d'une nouvelle dynamique

³ En fait, le mode d'habitat, l'urbanisation, semble n'avoir eu qu'une influence limitée sur cette tendance, qui s'est renforcée tout au long du XXème siècle : elle l'a soutenu plus que créé.

positive de contrôle politique, pour autant en tout cas qu'elle n'amplifie pas outre mesure le mouvement de critique gratuite, de course aux scoops et aux scandales, qui déforce la légitimité de la politique.

Castells évoque finalement, de façon superficielle, les risques sécuritaires pesant sur les Etats à l'ère d'Internet, et les nouvelles stratégies guerrières permises par ces nouvelles technologies.

Vie privée et liberté

Comme le rappelle Castells, l'idée de liberté sur Internet s'appuyait au départ sur une double constatation : technologiquement, l'architecture rendait le contrôle et la censure difficiles. Institutionnellement, la forte centralisation aux USA des infrastructures garantissait – de par les libertés constitutionnelles protégeant ces infrastructures et le contenu y circulant – une protection, qui a aussi fait que le seul moyen pour les Etats de contrôler Internet était de l'interdire simplement...

Mais la marchandisation d'Internet a considérablement changé la donne : d'une part, les échanges doivent être sécurisés, les contenus protégés, et d'autre part, il y a une course au fichage des activités des internautes, qu'ils soient travailleurs ou consommateurs potentiels.

Face à cela, face aussi à l'activité des hackers, les Etats ne peuvent pas grand chose. Castells rappelle opportunément que le contrôle de l'information est pourtant une des bases de la souveraineté de l'Etat. Ceux-ci ont donc intérêt à réfléchir à des mesures communes, démarche d'ores et déjà bien entamée. Jusqu'à présent, les mesures ont surtout porté sur la réduction des capacités des techniques de cryptage grand public. On peut soutenir, comme Castells, que cela a surtout contribué à réduire les libertés des individus.

Finalement, il paraît évident que ces individus vont à leur tour mettre en place des méthodes pour recouvrer cette liberté, et on peut parier sur la continuation de cette tension entre régulateurs et libertaires. Le pari auquel se livre l'auteur est que, si les Etats ne sont pas toujours les plus grands partisans de la liberté, ils seront en tout cas plus efficaces pour protéger équitablement les différents intérêts en présence que ne pourrait l'être le laisser-aller libertaire.

Hypertexte et multimédia

L'avènement du multimédia, sous la forme d'une convergence entre les différents médias, portée par l'informatique, est prévu depuis le milieu des années 1980. Mais toutes les tentatives ont été des échecs, y compris – et surtout, vu les sommes investies – celles basées sur Internet. D'ailleurs, dans les expériences aujourd'hui en cours, Internet ne joue encore qu'un rôle minime. La raison en est simple : la bande passante disponible est largement trop étroite pour permettre une telle convergence entre multimédia et réseau informatique, et des investissements énormes seraient nécessaires pour remédier à cet état des choses.

Aussi, il y a bien une adoption à grande échelle d'Internet, mais son usage reste bien distinct de celui fait de la télévision. Castells pose ensuite un bref diagnostic des quelques usages d'Internet dans le multimédia. Outre qu'il prédit que la quasi-totalité de la production universitaire, de par son caractère très ciblé, est amenée à se trouver de plus en plus « on line » que sur support écrit, il estime que l'open-source va créer une forme d'art prolifique, qui, loin de pousser à une convergence avec d'autres médias, sera bien spécifique à Internet.

Une autre singularité d'Internet, c'est son prétendu mode hypertextuel. Prétendu, car Castells entend remettre son acception courante en question : l'hypertexte, en tant que combinaison infinie des savoirs et des expressions, passées, présentes et futures, selon lui, n'existe pas sur Internet, sauf à considérer que l'hypertexte, c'est nous, utilisateurs, qui le réalisons en nous, et qu'Internet n'est que le support technique à partir duquel nous le construisons. Autrement dit, Castells inverse le sens commun donné à ce terme...

Les lieux d'Internet

Internet n'est pas la fin de la géographie : il a ses lieux, il a sa géographie, et il influe sur notre rapport à l'espace, mais dans un sens moins évident que le sens commun ne semble l'indiquer. En fait, Internet, plutôt que d'abolir l'espace, crée de nouveaux rapports avec lui. Castells brosse tout d'abord le portrait des différentes géographies d'Internet : son infrastructure, ses utilisateurs, ses producteurs. Sans vraie surprise, on constate, respectivement, une prégnance des Etats-Unis, des zones urbaines sur les zones rurales, et des métropoles.

Quant aux implications de la « société des réseaux » sur l'organisation humaine, s'il existe un courant qui prédit une relative désertion des villes, Castells prédit au contraire leur densification, et une organisation de plus en plus axée sur un réseau de métropoles. Le succès des villes, clame Castells, est basé sur leur attractivité, en termes de concentration de services, d'emplois, de foyer d'innovation. Cela s'explique par le lien fort entre production d'informations et traitement de données, qui sont sources de valeur, et l'innovation qu'ils supposent. La concentration facilite la naissance de synergies, conditions nécessaires de l'innovation. Cette innovation est, par ailleurs, elle-même nécessaire aux affaires en général, au travail intellectuel. Elle s'appuie, enfin, sur des structures performantes d'éducation, qu'elle alimente en retour, de même qu'elle le fait pour la création culturelle...

Ainsi, tout ce processus, indissociable désormais d'Internet, explique selon Castells pourquoi on doit s'attendre à un renforcement de l'importance des métropoles et des réseaux de villes, ainsi qu'à une spécialisation géographique qui conduira au développement, avec ces grands centres, d'« enclaves » de productivité, au détriment du reste du territoire.

Corollaire de tout ceci, le télétravail, dont on pourrait croire qu'il va participer lui aussi d'un mouvement d'apaisement de la concentration urbaine, pourrait effectivement, selon Castells, s'accroître, mais en accompagnant un mouvement inverse, celui de la recherche d'une mobilité urbaine totale et multiforme, dans laquelle il y aura non moins, mais plus, de demande de transport – avec pour conséquence directe l'atténuation de la limite entre sphères professionnelle et privée.

Le digital divide

Aux Etats-Unis, l'écart, dans l'appropriation d'Internet, semble se réduire entre les différentes strates de la population, notamment au regard du sexe et de l'âge – désormais, le principal facteur est le rapport au travail.

Cette diminution générale du fossé pourrait, malheureusement, avoir pour conséquence une marginalisation encore plus importante des populations qui n'ont pas accès à cette technologie.

En outre, une nouvelle fracture va peut-être se créer, cette fois autour de l'accès à large bande, qui conditionne clairement le type d'usage d'Internet envisageable.

Castells développe à la suite de ce constat le plaidoyer de la nécessité d'un nouveau type d'éducation, qui « apprenne à apprendre »...

Au niveau mondial, cette fois, on sait que l'écart se creuse d'autant plus vite que, pour le résorber, les pays en retard devraient fournir un effort encore plus conséquent que les pays avancés. Castells en vient naturellement à poser la question du rapport réel entre développement et Internet. Sa réponse est claire : puisqu'Internet n'est pas seulement un outil mais avant tout la structure sur laquelle va reposer désormais pour une bonne partie le développement économique, la non-connexion d'un pays signifiera sa marginalisation ! Autrement dit, estime Castells, il faut casser le raisonnement qui consiste à prôner la résolution prioritaire des « vrais » problèmes des pays sous-développés : Internet est, selon lui, un de ces problèmes.